



CTSD du jeudi 4 juillet 2013 Déclaration de l'UNSA-Education Marne

Madame la Directrice Académique, Mesdames, Messieurs,

Mieux comprendre tous les personnels de l'éducation pour mieux les représenter, c'est l'objectif de l'enquête « mon métier, mon avis ! » conduite par l'UNSA Éducation. De la mi-mai à la mi-juin, elle a recueilli 16 333 réponses qui nous renseignent sur l'état d'esprit et les priorités de nos collègues dans la diversité de leurs métiers et de leurs lieux d'exercice.

Que ressort-il de cette enquête ?

Tous les personnels de l'Éducation ou presque aiment leur métier (94%), sont heureux de l'exercer (84%), trouvent que les missions qui leur sont confiées ont du sens (82%).

Ils sont cependant davantage partagés sur la reconnaissance et le respect de leur profession (54% non et plutôt non) et sur leurs conditions de travail (57% non satisfaisantes).

Le pouvoir d'achat (cité par 59%), les perspectives de carrière (44%) et la charge de travail (43%) sont, incontestablement, les priorités de nos collègues. Ces données sont confirmées par les réponses sur la rémunération (pas à la hauteur de leur qualification pour 83%) et sur les perspectives de carrière (pas satisfaisantes pour 80%).

Si nos collègues accueillent favorablement le changement de cap éducatif et notamment la refondation de l'École (très fréquemment citée dans les questions ouvertes), ils expriment par ailleurs plutôt un désaccord sur les choix politiques faits dans leur secteur d'activité (64% contre 26%). Enfin, 41% conseilleraient leur métier à un jeune de leur entourage et 52% ne le feraient pas.

Dès à présent, une urgence se dégage de ce questionnaire : la reconnaissance. Ce message doit être pris pour un avertissement par tous ceux qui n'auraient pas mesuré les dégâts causés par l'austérité salariale des dernières années, par ceux qui pratiquent le dénigrement systématique des fonctionnaires ou encore ceux qui seraient tentés d'en finir avec la règle des six derniers mois pour la retraite des fonctionnaires. En effet, si nos collègues ne méconnaissent pas les difficultés économiques, leurs attentes sont fortes et leur patience a des limites.

Certes, il vient d'y avoir, sous la pression de l'UNSA-Education, des mesures catégorielles qui marquent une première avancée :

- La création et le versement dès la rentrée 2013 d'une ISAEC de 400 € pour 2013/2014 pour les enseignants du 1^{er} degré,
- l'augmentation de 50% du quota de passage à la Hors Classe pour les PE, soit pour notre département une vingtaine de collègues supplémentaires qui passeront à la hors classe dès septembre 2013
- ou encore l'alignement du quota de passage à la Hors Classe des CPE sur celui des autres corps d'enseignants du second degré

sont autant de mesures qui vont dans le bon sens.

Mais ces avancées, aussi importantes soient-elles ne sauraient être prises comme solde de tout compte.

Nos collègues, par leurs réponses à notre enquête, ne s'y trompent pas. Plus d'un enseignant sur 2 souffrent d'un manque de reconnaissance et de respect de leur profession ainsi que de conditions de travail non satisfaisantes.

Et force est de constater que bon nombre d'indicateurs viennent corroborer cette analyse.

Le changement n'est pas encore passé par là...

Concernant la finalisation de la rentrée dans le second degré, nous déclarions l'an dernier au CTSD du 3 juillet 2012 :

« Le Se-UNSA Marne déplore une fois de plus la multiplication des BMP, CSD et CSR environ 250.

Rien qu'en BMP on avoisine les 150 contre une centaine en 2011. De surcroît ces BMP semblent de plus en plus souvent correspondre à un petit nombre d'heures, obligeant alors les collègues à enseigner sur trois établissements. »

Nous continuons de la façon suivante : « Certes on nous dira que les temps sont durs et qu'il ne faut pas gaspiller les moyens, mais qu'on pense également au temps gaspillé par ces collègues sur les routes et aux dépenses de trajet qu'ils vont engager, sans même tenir compte des risques liés à la circulation. »

Au vu des documents préparatoires à ce CTSD, d'ailleurs fort difficiles à exploiter du fait de l'absence de la dénomination exacte des établissements recevant des compléments de services, la situation semble s'être encore dégradée. Plus de 180 BMP cette année !

Hier Monsieur le Recteur disait au CTA qu'il ne fallait pas raisonner qu'en quantitatif mais aussi en qualitatif... Et si nous commençons dès à présent ?

Autre indicateurs inquiétant : la disparition de postes d'assistants pédagogiques. L'UNSA-Education s'en est inquiété auprès de Monsieur le Recteur qui lui a répondu que ce serait les DASEN, et donc vous Madame la Directrice Académique qui gérerait ce dossier. Nous n'avions pas l'impression que nous avions pléthore d'assistants pédagogiques dans notre département... Là encore nous notons une contradiction avec l'économie générale de la loi dite de la refondation. Comment peut-on en effet espérer faire plus et mieux pour la réussite de tous, en supprimant ces postes ? Sans compter l'impact négatif sur les conditions de travail des élèves et des personnels.

Dans le 1^{er} degré les motifs d'inquiétudes et d'espoirs déçus existent aussi.

Le plus de maîtres que de classe ne sera pas perceptible dans notre département... alors qu'il serait le bienvenu dans nombre d'écoles marnaises.

Le nombre encore insuffisant d'AVSI l'an dernier et la difficulté importante à recruter sur ce type de fonction dès lors que l'on ne se trouve pas dans une école urbaine inquiète, voire exaspèrent les enseignants et les familles concernés. Or rien ne laisse supposer une amélioration notable dans ce domaine.

De même, la création de contrats aidés pour aider à la direction d'école sera sans aucun doute inférieure aux besoins réels.

Et on pourrait égrener bien d'autres sujets encore et non des moindres tels que la mise en place de la semaine à 4,5 jours et son corolaire la fin de la journée calibrée à 6h... ce qui va être un vrai casse-tête pour tous les collègues qui ont un service partagé sur plusieurs écoles ou pour les remplaçants... et pour les personnels administratifs qui doivent gérer tout cela.

Alors, si l'éducation nationale est à juste titre la priorité du gouvernement, cela doit être décliné sur le terrain pour l'ensemble des personnels qui la font vivre quotidiennement. L'UNSA Éducation et ses syndicats y veilleront.